

ANNEXE E CADRE DE RÉFÉRENCE

DP RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

DP 1 DESCRIPTION DU PROJET

DP 1.1 Objectif

- .1 Remplacer le quai d'amarrage d'hydravion à Virginia Falls (Náìlìcho) à la réserve de parc national Nahanni (RPNN) conformément à la série de dessins et devis ci-joints conçus par Tetra Tech.

DP 1.2 Description

- .1 Fournir trois nouveaux quais flottants en aluminium avec les rampes et les ancrages à grille et tous les éléments nécessaires pour constituer un quai pour hydravion complet et fonctionnel. Le quai devra être entièrement amovible pour qu'on puisse l'entreposer durant l'hiver et le réinstaller facilement au printemps et transportable par hélicoptère. Le quai d'amarrage devra satisfaire à toutes les exigences de levage, comme il est décrit dans la description de projet dans le dessin S100 de la série. Les travaux comprendront l'arpentage du site, la conception, la fourniture et l'installation du quai d'amarrage pour hydravion muni d'ancrages à grille, le retrait du quai à l'automne 2018 et la présence sur les lieux en juin 2019 en cas de problèmes lors de la réinstallation par le personnel.

DP 1.3 Budget

- .1 L'entrepreneur principal est responsable de tous les coûts de services de conception, de transport et de construction requis pour constituer un quai complet. Cela comprend les coûts suivants :
- une visite des lieux et une visite pour l'arpentage (sauf les coûts pour les repas et les vols dans le parc, comme décrit à la section SR 1.2.1);
 - la conception, la fabrication et le transport de tous les matériaux du point d'origine au site;
 - la construction, y compris les exigences liées aux hélicoptères et les vols du personnel de construction à l'intérieur et à l'extérieur du parc, comme il est indiqué à la section SR 1.2.3;
 - la supervision de l'installation du nouveau quai au printemps par le personnel de la RPNN au printemps 2019 (sauf les coûts pour les repas et les vols dans le parc comme décrit à la SR 1.2.4.)

DP 2 PRÉSENTATION DU PROJET ET CONTEXTE

DP 2.1 MINISTÈRE UTILISATEUR

- .1 Le parc client, selon la définition du présent cadre de référence, désigne :
- a. la réserve de parc national Nahanni (RPNN).

DP 2.2 HISTORIQUE DU PROJET

- .1 Réserve de parc national Nahanni – remplacement du quai pour hydravions
- a. Consulter le rapport joint par Tetra Tech sur le remplacement du quai pour hydravions pour connaître le contexte.
 - b. Voir le schéma ci-joint établi par Tetra Tech, dessins S100 à S106.
 - c. Examen préalable préliminaire : Août 2017

- d. Consulter les services exigés à la fin du document.

DP 2.3 Codes et règlements sur la conception générale

- .1 Les normes, les codes et les règlements à utiliser pour la conception et la construction du quai d'amarrage ainsi que des structures et de l'équipement connexes doivent être ceux de la plus récente édition des documents suivants (y compris toutes les modifications, tous les suppléments et toutes les révisions qui y ont été apportés) :
 - a. Code national du bâtiment du Canada;
 - b. Réglementation provinciale et territoriale sur la santé et la sécurité au travail
 - c. Code canadien du travail (y compris les plus récentes versions de tous les règlements); et
 - d. Lois et codes provinciaux et territoriaux applicables.
 - e. Normes techniques et architecturales applicables
- .2 L'entrepreneur principal peut consulter les autres règlements, normes et codes qu'il juge nécessaires à la réalisation des travaux.

DDP 2.4 ENTREPRENEUR PRINCIPAL ET ÉQUIPE DE L'ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- .1 L'entrepreneur principal pour ce projet doit être une entreprise possédant de l'expérience dans la conception et la construction de quais flottants en aluminium.
- .2 L'entrepreneur principal doit avoir une équipe interne spécialisée en conception technique ou acquérir ces services par de la sous-traitance ou une coentreprise avec une société d'ingénierie possédant de l'expérience et de l'expertise dans l'évaluation et la conception de systèmes d'amarrage flottants et de systèmes d'ancrage terrestres connexes.
- .3 L'entrepreneur principal assume la responsabilité de bien évaluer et réparer l'infrastructure dans laquelle le nouveau quai flottant en aluminium est relié, y compris le grillage industriel et autres trottoirs connexes sur le site. L'entrepreneur principal doit également assumer la responsabilité de veiller à ce que les nouveaux systèmes fonctionnent avec les infrastructures existantes.
- .4 L'équipe de l'entrepreneur principal ou de l'expert-conseil dans le cadre du projet doit être en mesure de fournir ces services :
 - a. contrôles environnementaux sur place;
 - b. conception d'un système complet d'amarrage en aluminium industriel pour hydravion avec ancrages à grille terrestres prêt à assembler sur place et les infrastructures qui s'y rattachent; respect de tous les détails énoncés dans la série de dessins fournis (S100 à S106) et les spécifications et détails énoncés dans le rapport de Tetra Tech daté du 9 février 2018.
 - c. services d'approvisionnement, de construction, de transports et d'installation pour les divers matériaux, produits et services à fournir au site nécessaires à l'aménagement du nouveau quai d'amarrage;
 - d. arpentage des lieux où seront aménagés les ancrages terrestres afin de réaliser la conception complète des ancrages à grille;
 - e. services de mise en service du nouveau système et manuels d'entretien;
 - f. sécurité et efficacité des travaux effectués dans les lieux situés dans une région sauvage éloignée; hébergement dans des tentes fournies et installées sur place par l'entrepreneur principal ou l'expert-conseil; sites de camping fournis gracieusement. Les repas servis à l'entrepreneur principal ou à l'expert-conseil seront offerts par la réserve de parc national Nahanni.

DP 2.5 CALENDRIER

- .1 L'entrepreneur principal doit préparer, à l'aide du logiciel MS-Project, un calendrier d'exécution détaillé montrant la durée des travaux et les jalons pour chacune des étapes inscrites à la section DP 2.5 et le présenter à titre de produit livrable conformément à la section sur les services requis (SR) du présent cadre de référence.
- .2 Le calendrier doit prendre en compte les conditions possibles de temps violent dans la réserve de parc national Nahanni qui aura une incidence sur la capacité à transporter les personnes et le matériel par voie aérienne. Pour éviter la grande saison d'exploitation du parc, l'installation aura lieu après le 26 août 2018. L'entrepreneur principal doit planifier les travaux afin de permettre l'utilisation continue des installations à Nájłıcho (Virginia Falls) par un nombre restreint de visiteurs. L'entrepreneur devrait prévoir planifier les travaux de façon à les achever d'ici le 15 octobre parce qu'il devrait savoir que le mauvais temps ralentira la productivité et retardera les vols à compter de cette date.

DP 2.6 DESSINS ET DOCUMENTS EXISTANTS

- .1 Les dessins et documents fournis par le ministère client doivent être considérés uniquement comme des documents de référence. Parcs Canada ne peut en assurer l'exhaustivité et l'exactitude. Par conséquent, l'entrepreneur principal est tenu d'examiner et de confirmer tous les renseignements et d'aviser Parcs Canada de tout écart.
- .2 Ces documents doivent comprendre les renseignements suivants :
 - A. Float Plane Redevelopment Report, Nájłıcho (Virginia Falls) Float Plane Dock Replacement Hydretechnical (en anglais seulement), évaluation hydrotechnique, géotechnique et structurale, réserve de parc national Nahanni, T. N.-O., daté du 9 février 2018, par Terta Tech.
 - B. Trousse de dessins B S100, Virginia Falls, réserve de parc national Nahanni, série de dessins S100 à S106.
 - C. Examen préalable préliminaire, Réhabilitation de Nájłıcho, RPN Nahanni, 23 août 2017.
 - D. Réaménagement pour hydravions de Nájłıcho (Virginia Falls), Devis directeur national (DDN).

DP 2.7 RESPONSABILITÉS DE LA RÉSERVE DE PARC NATIONAL NAHANNI

- .1 La réserve de parc national Nahanni (RPNN) fournira ces services selon les modalités de ce contrat :
 - A. La RPNN fournira les repas et un cuisinier à son personnel et au personnel de l'entrepreneur pendant qu'ils sont sur les lieux. Il incombera à l'entrepreneur de communiquer les éventuelles restrictions alimentaires pour tous ses employés deux (2) semaines avant les visites au chantier.
 - B. La RPNN orientera le personnel contractuel au début de toutes les visites sur le site.
 - C. La RPNN fournira à l'entrepreneur les sites de camping sur place et renoncera à assumer les frais de camping dans l'arrière-pays pendant la réalisation des travaux; une preuve de la détention sécuritaire des animaux sera fournie pour assurer l'accès restreint permis à l'entrepreneur lorsqu'il se trouve sur les lieux.
 - D. La RPNN collaborera avec l'entrepreneur et les compagnies aériennes pour coordonner et optimiser la logistique aérienne, tout particulièrement les communications sur les changements des conditions météorologiques au moyen de systèmes de radiocommunication de Parcs Canada avec les pilotes des compagnies aériennes. L'entrepreneur doit fournir des systèmes de communication satellite pour les besoins de communication à l'extérieur du site.

SR SERVICES REQUIS

SR 1 Conception du remplacement du quai pour hydravions

SR 1.1 GÉNÉRALITÉS

L'entrepreneur principal doit :

.1 Concevoir des quais d'amarrage, rampes et ancrages à grille en aluminium pour hydravions, conformément aux exigences indiquées dans les dessins, les spécifications et le rapport de l'expert-conseil.

SR 1.2 PRODUITS LIVRABLES– L'entrepreneur principal doit :

.1 effectuer un levé du site

- a. effectuer au cours du printemps et de l'été 2018 une visite des lieux pour confirmer les exigences relatives au site, notamment : a) repérer les emplacements d'ancrages à grille, b) s'assurer que les rampes ne nuiront pas aux berges, c) veiller à ce que les éléments du quai ne nuisent pas au lit de la rivière et qu'ils sont aménagés hors du courant dans la mesure du possible, d) s'assurer que la longueur des rampes comprend les points a) à c).
- b. Il incombera à l'entrepreneur de payer les frais pour se rendre à Fort Simpson et revenir à son lieu d'origine, ainsi que les frais d'hébergement et de subsistance à Fort Simpson. Les vols en provenance de Fort Simpson au site dans le parc seront coordonnés et payés par la RPNN pour cette visite des lieux. La RPNN doit fournir les repas dans le parc. L'entrepreneur est responsable des tentes et des sacs de couchage lors des séjours nécessitant de passer la nuit, le cas échéant.

.2 Produire les dessins et devis

- a. En collaboration avec Parcs Canada, fournir les dessins et devis complets coordonnés et produits pour la construction. La conception doit satisfaire aux spécifications d'exécution du présent contrat, y compris le quai pour hydravions en aluminium et le système de rampes, les systèmes d'ancrages à grille industriels, de même que tous les éléments détaillés dans cette trousse, comme les poids de levage. La conception doit être examinée et approuvée par Parcs Canada. Parcs Canada renonce à assumer toute responsabilité au moment de l'approbation de la conception. Rédiger et fournir un calendrier de projet.

.3 Construire trois nouveaux quais d'amarrage en aluminium pour hydravions, avec rampes et système d'ancrages à grille industriel selon le modèle définitif et approuvés par le représentant du Ministère de Parcs Canada

- a. Le retour au site après le 26 août et transporter, fournir et installer les trois nouveaux quais d'amarrage pour hydravions, y compris trois rampes en aluminium, les ancrages à grille et tous les matériaux et l'équipement connexes, la main-d'œuvre pour en assurer l'installation complète, puis le retrait et l'entreposage de ce nouveau système à l'hiver.
- b. Préparer et fournir un calendrier de construction et des mises à jour périodiques.
- c. Il incombera à l'entrepreneur de payer les frais pour se rendre à Fort Simpson et en revenir et les frais de repas et d'hébergement à Fort Simpson. L'entrepreneur a la responsabilité de coordonner et de payer tous les vols entre Fort Simpson et le chantier pendant cette phase des travaux. L'entrepreneur doit affecter un siège à un représentant

du Ministère à bord des aéronefs pour un aller-retour par semaine durant les travaux de construction réalisés sur place pour la RPNN. L'entrepreneur doit coordonner le calendrier avec le représentant du Ministère. La RPNN doit fournir les repas sur place. L'entrepreneur est responsable des tentes et des sacs de couchage.

.4 Garantie du système d'amarrage

- a. Assurer le transport du nouveau quai d'amarrage en mai ou en juin 2019 pour superviser sa réinstallation par le personnel de la RPNN. L'entrepreneur doit communiquer avec le représentant du Ministère au printemps 2019 pour fixer les dates exactes.
- b. Il incombera à l'entrepreneur de payer les frais pour se rendre à Fort Simpson et en revenir et les frais de repas et d'hébergement à Fort Simpson. Les vols entre Fort Simpson et le site dans le parc seront coordonnés et payés par RPNN pour cette visite des lieux. La RPNN doit fournir les repas sur place. L'entrepreneur est responsable des tentes et des sacs de couchage.
- c. À l'achèvement du projet, fournir les dessins d'archives d'après exécution, les manuels de fonctionnement et d'entretien définitifs pour tous les produits, les équipements et les systèmes installés dans le cadre de ce projet.

AP ADMINISTRATION DU PROJET

AP 1.1 GÉNÉRALITÉS

- .1 Les exigences administratives énoncées ci-dessous s'appliquent à toutes les phases du projet.

AP 1.2 GESTION DU PROJET

- .1 Le chargé de projet affecté au projet par Parcs Canada exerce la fonction de représentant du Ministère.
- .2 Le représentant du Ministère assure la liaison entre l'équipe de l'entrepreneur principal ou de l'expert-conseil et le Parc national.
- .3 Le représentant du Ministère administre le projet et exerce un contrôle en tout temps sur le projet.
- .4 Sauf directive contraire du représentant du Ministère, l'entrepreneur principal ou l'expert-conseil doit obtenir de ce dernier les exigences, autorisations et approbations fédérales nécessaires aux travaux.

AP 1.3 SANTÉ ET SÉCURITÉ

.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

L'entrepreneur principal doit :

- a. rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier (PSSPC) fondé sur l'évaluation des risques avant d'entreprendre les travaux sur le terrain et en poursuivre la mise en œuvre et l'application tout au long du projet;
 - i. Le PSSPC doit porter sur l'ensemble des activités de l'équipe de l'entrepreneur principal (son personnel ses sous-traitants et entrepreneurs secondaires).
 - 1. Le PSSPC doit comprendre : la politique de sécurité de l'entrepreneur;
 - 2. la description des obligations applicables en matière de conformité;
 - 3. l'établissement des responsabilités de sécurité et la production de l'organigramme propre au projet;
 - 4. l'évaluation des risques du lieu de travail;
 - 5. l'énoncé des règles générales de sécurité;
 - 6. les méthodes de travail sécuritaires;
 - 7. les politiques et procédures d'inspection;
 - 8. les politiques et méthodes de déclaration et d'enquête en cas d'incident;
 - 9. les réunions sur la santé et la sécurité au travail;
 - 10. les procédures de communication et de tenue des dossiers de santé et de sécurité au travail;
 - 11. *Les résultats de l'analyse des risques pour la santé et la sécurité qui résultent du travail à faire sur place.*
- b. intégrer dans le PSSPC et respecter toute contrainte ou exigence de sécurité supplémentaire imposée par Parcs Canada visant l'accès et l'utilisation d'une ou partie de ses propriétés; y compris l'interdiction de consommation d'alcool et de drogues récréatives sur les lieux du parc national;
- c. coordonner les travaux sur le terrain avec les activités de Parcs Canada sur le site du projet ou sur les terrains adjacents;
- d. fournir l'équipement de protection individuelle, l'équipement général et le matériel nécessaires pour respecter l'esprit des exigences en matière de sécurité énoncées dans le PSSPC ou les lois provinciales sur la santé et la sécurité au travail;
- e. être responsable de la santé et de la sécurité de tous les membres de son équipe sur place et de la protection du grand public et des fonctionnaires près de la propriété dans la mesure où ils risquent d'être touchés par la réalisation des travaux;
- f. assister à une séance d'information sur la sécurité avec Parcs Canada avant le début des travaux sur le chantier; et

- g. mener des réunions de chantier quotidiennes au site du projet. Le personnel des opérations de Parcs Canada doit assister aux réunions de chantier quotidiennes quand il est pertinent de le faire. Les comptes rendus des réunions de chantier doivent être présentés au représentant du Ministère tous les jours.
- h. Présenter un exemplaire des fiches signalétiques
- i. Surveillance médicale : lorsqu'une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Soumettre une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.

.2 CODES ET NORMES DE RÉFÉRENCE

- a. Code canadien du travail
- b. Dispositions législatives en matière de santé et de sécurité au travail
- c. Lois et autorités provinciales, territoriales et municipales

.3 DOCUMENTS À PRÉSENTER

L'entrepreneur principal doit :

- a. Présenter un plan de santé et de sécurité propre au chantier (PSSPC) conformément à la section AP 1.10 Produits livrables généraux du projet. Le PSSPC doit être élaboré spécialement pour le lieu des travaux et doit comprendre ces éléments :
 - i. les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité propre au site;
 - ii. les mesures d'atténuation et de précaution à mettre en place à la lumière des résultats de l'analyse des risques pour la santé et la sécurité ou de l'analyse des risques liés aux tâches et aux opérations;
 - iii. le plan de communication sur la sécurité de l'équipe de l'entrepreneur principal;
 - iv. le plan d'intervention en cas d'urgence propre au chantier énonçant les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier. S'il y a lieu, coordonner le plan avec les exigences et les procédures d'intervention d'urgence actuelles fournies par le représentant du Ministère.
- b. Outre le PSSPC, il faut aussi soumettre les documents suivants :
 - i. une copie des certificats de décharge délivrés par la Commission des accidents du travail pour l'équipe de l'entrepreneur principal;
 - ii. les relevés de formation et de certification en santé et sécurité au travail. L'entrepreneur principal doit fournir des documents attestant que tous les membres de l'effectif de l'entrepreneur principal ont reçu la formation appropriée en matière de sécurité, y compris la formation sur le fonctionnement de l'équipement nécessaire à la réalisation des travaux sur place.
- c. L'entrepreneur principal doit fournir par écrit, à la demande du représentant du Ministère, les lacunes ou problèmes détectés, et soumettre à nouveau les PSSPC après y avoir apporté les correctifs nécessaires ou demander des améliorations.

L'examen par le représentant du Ministère du PSSPC final de l'entrepreneur principal ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'entrepreneur en matière de santé et sécurité en construction sur le chantier.

AP 1.4 PLAN DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

L'entrepreneur principal doit :

- a. Rédiger un plan de protection de l'environnement (PPE) et réaliser les travaux requis pour exécuter le projet selon les instructions ci-après. Le PPE doit être présenté conformément à la section AP 1.10 – Produits livrables généraux.
- b. La rédaction et la gestion du PPE font partie intégrante du contrat et ne doivent pas être traitées séparément.
- c. L'entrepreneur doit faire en sorte que tous les travaux soient exécutés en conformité avec les ordonnances, les lois, les règles et les règlements énoncés dans la *Loi sur les parcs nationaux. LOI CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE* (LCEE)
- d. L'exécution des travaux est assujettie aux dispositions des lignes directrices de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE) de 2003 et ses modifications subséquentes. Ce projet de remplacement du RBC et ses composants ont fait l'objet d'une évaluation environnementale, conformément aux attentes de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE). Les plans de protection de l'environnement constituent l'étape suivante à suivre pour obtenir les résultats finaux souhaités de réduction maximale des effets environnementaux négatifs lors de l'élaboration du projet.
- e. Le non-respect ou la non-application des mesures de protection de l'environnement énoncées dans les présentes spécifications pourrait entraîner la suspension des travaux jusqu'à ce que les problèmes soient corrigés.

c. SCÉANCE D'INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX

- .1 Tout le personnel affecté au chantier recevra une séance d'information au sujet de ses responsabilités individuelles et collectives, afin de veiller à ce qu'aucune répercussion environnementale négative évitable ne découle de ses activités et de ses choix personnels. Les employés doivent assister à cette séance d'information avant de commencer à travailler sur le chantier. Le nom de chaque employé ayant assisté à la séance d'information sera enregistré sur une feuille de présence aux fins d'archivage. Il est possible que de nouveaux employés rejoignent le personnel des entrepreneurs après la « séance d'information sur l'environnement » initiale. Dans ce cas et au besoin, des « séances d'information sur l'environnement » supplémentaires peuvent être organisées si le nombre de participants le justifie, en accord avec le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER, par l'intermédiaire du représentant du Ministère. De plus, des sous-traitants peuvent intervenir sur le chantier pendant une courte période afin d'effectuer des travaux ponctuels. Dans ce cas, la « séance d'information sur l'environnement » sera remplacée par une séance d'information donnée par l'entrepreneur, qui expliquera les vulnérabilités environnementales du lieu de travail aux sous-traitants, passera en revue les grands points de la conduite personnelle attendue et fera référence au résumé de la séance d'information d'une page fourni à l'entrepreneur par le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER. Une copie de ce résumé sera fournie à chaque sous-traitant

rejoignant le personnel sur le chantier.

- .2 Un REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER de Parcs Canada se rendra sur place afin de surveiller les activités de construction, aux fins de conformité avec le PPE. Le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER ou un autre membre du personnel de Parcs Canada désigné présentera la « séance d'information sur l'environnement ». Les principales fonctions du REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER sont la surveillance continue de la progression des travaux de construction afin de veiller à la conformité aux mesures de protection environnementales et la fourniture de directives par l'intermédiaire du représentant du Ministère en cas de problèmes environnementaux imprévus. Bien que le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER ait le pouvoir de faire respecter la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*, la fourniture de directives aux entrepreneurs incombe au représentant du Ministère.

d. ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Une zone sera définie comme zone de dépôt pour le projet. L'entrepreneur principal utilisera cette zone pour rassembler tous les matériaux et l'équipement nécessaires à l'exécution des travaux.
- .2 L'entrepreneur doit s'assurer que l'environnement au-delà de la zone de chantier ne subit pas de répercussions négatives et n'est pas endommagé par les travailleurs ou le matériel de construction. Il doit donner aux travailleurs des instructions permettant de limiter l'« empreinte » du projet à la zone définie.
- .3 Le plan de protection de l'environnement (PPE) consiste à indiquer la façon dont la zone sera gérée, quelles mesures d'atténuation seront mises en place pour réduire au minimum les répercussions environnementales et quelles mesures seront prises pour que la zone soit remise à son état d'avant le début des travaux.

e. PROTECTION DE LA ZONE DE CHANTIER

- .1 L'entrepreneur doit préparer un PPE qui détaille la façon dont la zone de chantier doit être délimitée et quelles procédures seront utilisées pour veiller à l'absence de répercussions hors de cette zone ainsi qu'à la satisfaction du représentant du Ministère et du REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER.

f. PRÉVENTION DE LA POLLUTION

- .1 L'entrepreneur doit veiller à ce qu'aucune matière indésirable et nuisible qui endommagerait l'habitat aquatique ou riverain ne pénètre dans les ruisseaux, les rivières, les terres humides, les plans d'eau ou les cours d'eau. Les produits dangereux ou toxiques doivent être entreposés à au moins 100 mètres des cours d'eau adjacents.
- .2 Un plan d'intervention en cas de déversement conforme à tous les règlements fédéraux et provinciaux en vigueur et que le représentant du Ministère juge satisfaisant devra être préparé dans le cadre du PPE. Il précisera les questions liées au confinement, au stockage, à la sécurité, à la manipulation, à l'utilisation et à l'élimination des contenants vides ainsi que des surplus de produits ou des déchets engendrés par l'application de ces produits. Le PPE comprendra une liste des produits et des matériaux devant être utilisés ou apportés sur le chantier de construction, considérés ou définis comme étant dangereux ou toxiques pour l'environnement. Ces produits comprennent, notamment, les agents imperméabilisants, le coulis, le ciment, les agents de finissage du béton, les matériaux membranaires en caoutchouc coulés à chaud, le ciment bitumineux et les agents de décapage au sable.

- .3 Le confinement, le stockage, la sécurité, la manipulation, l'utilisation, et l'élimination des contenants vides, des surplus de produits ou des déchets engendrés par l'utilisation de produits dangereux ou toxiques, ainsi que les exigences d'intervention unique en cas de déversement, doivent être conformes à toutes les lois fédérales et territoriales applicables. Les produits dangereux doivent être entreposés à au moins 100 mètres des eaux adjacentes.
- .4 Une berme étanche doit être construite autour des réservoirs de carburant et de tout autre lieu sujet à des déversements. Les bermes doivent pouvoir contenir 110 % du contenu du réservoir et doivent être jugées satisfaisantes par le représentant du Ministère et le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER avant le début des travaux. Des mesures de prévention des déversements dans l'environnement peuvent être utilisées, notamment des plateaux collecteurs/plateaux d'égouttage, des bermes revêtues de matériaux occlusifs comme du plastique et une couche de sable et des réservoirs de carburant à double paroi.
- .5 L'entrepreneur doit fournir des trousse d'intervention en cas de déversement sur les sites de ravitaillement, de lubrification et de réparation pouvant traiter une capacité de 110 % du plus vaste déversement envisagé. Ces trousse doivent être maintenues en bon état sur le chantier. Le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER et le représentant du Ministère doivent approuver ces trousse en cas de déversement avant le début du projet. L'entrepreneur et le personnel du chantier doivent savoir où se trouvent ces trousse et doivent être formés à leur utilisation.
- .6 Des mesures efficaces doivent être prises en temps opportun pour stopper, contenir et nettoyer tous les déversements, et être maintenues jusqu'à ce qu'il soit possible d'entrer sur le site sans danger. Le représentant du Ministère et le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER doivent être informés immédiatement de tout déversement. Des fiches d'intervention en cas de déversement seront distribuées lors de la séance d'information sur l'environnement. Y figureront les instructions de base à suivre et les numéros de téléphone à utiliser.
- .7 En cas de déversement majeur, tous les travaux seront arrêtés et l'ensemble du personnel sera affecté aux tâches de confinement et de nettoyage.
- .8 Il incombe à l'entrepreneur du projet d'assumer les coûts engendrés par un déversement (contrôle, nettoyage, élimination des contaminants et restauration du site à son état initial). Le chantier sera inspecté pour vérifier le respect intégral des normes prévues, d'une manière que le représentant du Ministère et le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER jugent satisfaisante.

g. MAINTENANCE, RAVITAILLEMENT EN CARBURANT ET UTILISATION DE L'ÉQUIPEMENT

- .1 Les sites de ravitaillement de l'équipement seront déterminés par l'entrepreneur et approuvés par le représentant du Ministère et le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER. Sauf pour les scies à chaîne, tout ravitaillement à moins de 100 mètres des ruisseaux, des terres humides, des plans d'eau ou des cours d'eau nécessite l'autorisation et la supervision du représentant du Ministère.
- .2 Les pompes de distribution de diesel et d'essence doivent être situées à plus de 100 mètres des ruisseaux, zones humides, plans d'eau ou cours d'eau. Les systèmes de carburant par dépression ne sont pas autorisés. Des systèmes de distribution à la pompe manuels ou électriques doivent être utilisés. Le personnel assurant le ravitaillement doit être présent et superviser les opérations de ravitaillement.

- .3 L'équipement utilisé dans le cadre du projet doit fonctionner avec du carburant E10 ainsi que du diesel à basse teneur en soufre et doit être conforme aux exigences locales en matière d'émissions. L'entrepreneur doit limiter au maximum la marche au ralenti inutile des véhicules.
- .4 Les vidanges d'huile, les vidanges de lubrifiant et les réparations et le graissage des machines doivent être effectués dans les zones approuvées par le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER ou le représentant du Ministère. Les produits de graissage usagés (p. ex. filtres à huile, contenants usagés, huiles usagées) doivent être entreposés dans des contenants étanches et être correctement recyclés ou mis au rebut dans une installation approuvée. Aucun déchet de produits pétroliers, lubrifiant ou matériau associé usagé ne doit être jeté, enfoui ou mis au rebut dans quelque endroit que ce soit dans la réserve de parc national du Canada Nahanni.
- .5 L'entrepreneur doit s'assurer que l'équipement est inspecté quotidiennement afin de déceler les fuites de fluides ou de carburant et son maintien en bon état de fonctionnement.
- .6 Les contenants de carburant et de produits lubrifiants doivent être entreposés uniquement dans les endroits sécurisés indiqués par le représentant du Ministère. Les réservoirs de carburant ou les contenants d'autres substances potentiellement nocives doivent être sécurisés afin de veiller à ce qu'ils soient inviolables et ne puissent pas être endommagés par les ours lorsqu'ils sont laissés sur place la nuit dans le parc national du Canada Nahanni.

h. FONCTIONNEMENT DE L'ÉQUIPEMENT

- .1 Les déplacements d'équipement doivent être limités à l'« empreinte » de la zone de chantier approuvée par le représentant du Ministère et le représentant sur le chantier. La zone de chantier doit être délimitée par des piquets et du ruban ou à l'aide d'autres méthodes approuvées par le représentant du Ministère. À moins qu'elles soient autorisées par le représentant du Ministère, les activités au-delà de la zone de chantier ne sont pas permises. Aucune machine ne doit pénétrer dans les ruisseaux, rivières, terres humides, plans d'eau ou cours d'eau, y effectuer des travaux, les traverser, ni endommager l'habitat aquatique et riverain ou les arbres et les communautés végétales. **L'équipement devra être déplacé par hélicoptère afin d'éviter d'endommager le sol entre certains des sites grillagés.**
- .2 L'entrepreneur doit demander au personnel d'éviter de pousser, de placer, de dénouer, d'entreposer ou d'empiler des matériaux (p. ex. rémanents, roches, matériaux de remblayage ou terre végétale) dans d'autres zones que les zones déterminées à cette fin par le représentant du Ministère et le représentant sur le chantier.
- .3 Lorsque Parcs Canada est d'avis qu'une négligence de la part de l'entrepreneur provoque des dommages ou la destruction de la végétation ou d'autres caractéristiques environnementales ou esthétiques au-delà de la zone de chantier désignée, il incombe à l'entrepreneur, à ses frais, de veiller à la restauration complète de la zone en question, notamment de remplacer arbres, arbustes, terre végétale, mousse, etc., d'une manière qui satisfait le représentant du Ministère et le représentant sur le chantier.

i. PRÉVENTION DES INCENDIES ET LUTTE CONTRE LES INCENDIES

- .1 Un extincteur doit être disponible sur chaque machine. L'ensemble du personnel devrait connaître les plans de lutte contre les incendies des entrepreneurs. Il n'y a pas de service d'incendie local.
- .2 L'équipement de construction doit être utilisé conjointement avec tous les dispositifs de sécurité des fabricants d'origine, de manière à empêcher l'embrasement des matériaux inflammables dans la zone.
- .3 Lorsque des travailleurs fument sur le chantier, ils doivent faire preuve de prudence afin d'éviter l'embrasement accidentel de matériaux inflammables. Les feux ailleurs que dans les foyers désignés ou l'incinération des déchets ne sont pas autorisés.
- .4 En cas d'incendie et s'il est possible de le faire en toute sécurité, l'entrepreneur ou le travailleur doit prendre des mesures immédiates pour l'éteindre. Le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER et le service d'incendie local doivent être informés immédiatement. Le représentant du Ministère doit également être informé dans la foulée.

j. FAUNE

- .1 Au cours de la séance d'information sur l'environnement, le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER doit informer l'ensemble du personnel des procédures à suivre en cas de présence d'espèces sauvages à proximité du chantier ou sur le chantier, ou en cas d'autres préoccupations liées à la faune.
- .2 Il convient d'éviter ou d'arrêter les activités sur les lieux qui attirent ou perturbent la faune et de quitter les lieux et se tenir à l'écart de la zone immédiate en cas de comportement agressif ou d'intrusion persistante d'un animal sauvage. Des précautions supplémentaires relatives aux matières qui pourraient attirer les espèces sauvages (p. ex. dîners et restes alimentaires) doivent être prises en tout temps. Il convient d'informer immédiatement le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER et le représentant du Ministère des tanières, portées, nids, carcasses ou rencontres dans la zone ou autour de la zone.

k. VESTIGES ET ANTIQUITÉS

- .1 Les éléments, vestiges, antiquités et objets présentant un intérêt historique, comme les fragments d'os, les pierres taillées et d'autres objets similaires trouvés sur le chantier, doivent être signalés immédiatement au REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER ou au représentant du Ministère. L'entrepreneur et les travailleurs doivent attendre de recevoir des instructions avant de poursuivre leur travail.
- .2 Tous les objets historiques ou archéologiques trouvés dans la réserve de parc national Nahanni sont protégés par la *Loi sur les parcs nationaux* et sont la propriété de Parcs Canada. L'entrepreneur et les travailleurs doivent protéger tout article trouvé et se tourner vers le REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER ou le représentant du Ministère afin d'obtenir des instructions.

l. ENTREPOSAGE ET MISE AU REBUT DES DÉCHETS

- .1 Il incombe à l'entrepreneur de débarrasser le chantier de tous les déchets de construction et de les mettre au rebut dans un site d'enfouissement approprié à l'extérieur de la réserve de parc national.
- .2 L'entrepreneur et les travailleurs doivent éliminer les déchets dangereux conformément à la *Loi sur les contaminants de l'environnement* et aux règlements provinciaux et territoriaux applicables, et conformément aux Instructions techniques pour la gestion des déchets dangereux et toxiques dans les installations fédérales.

- .3 Les déchets provenant des matériaux de construction, des matériaux échangés, des déchets dangereux et des déchets domestiques ne doivent pas être mélangés et doivent être traités séparément.
- .4 Les matériaux de construction, les matériaux échangés, les déchets dangereux et les déchets domestiques ne doivent en aucun cas être brûlés, enterrés ou mis au rebut sur le chantier de construction ou dans un quelconque autre lieu de la réserve de parc national Nahanni. Ces déchets seront confinés et enlevés par l'entrepreneur et les travailleurs en temps opportun et de la façon prescrite, et seront éliminés dans un site d'enfouissement approprié situé en dehors du parc. Les récipients de stockage des déchets de construction fournis par l'entrepreneur doivent être vidés par l'entrepreneur lorsqu'ils sont remplis à 90 %. Les récipients de stockage devront avoir des couvercles et les chargements de déchets seront recouverts durant le transport.
- .5 L'entrepreneur et les travailleurs doivent faire preuve d'un effort concerté afin de réduire, réutiliser et recycler les matériaux.
- .6 L'entrepreneur et le personnel doivent déployer tous les efforts nécessaires pour empêcher les espèces sauvages d'avoir accès à des aliments ou des déchets domestiques et d'autres types lorsqu'ils effectuent des travaux dans la réserve de parc national Nahanni. Ces produits, susceptibles d'attirer les animaux sauvages, ne doivent pas être entreposés sur le chantier pendant la nuit. Les dîners, les chambres froides et les produits alimentaires, y compris les déchets alimentaires, doivent être entreposés de manière sécuritaire dans un endroit éloigné auquel n'ont pas accès les animaux. Il est obligatoire de débarrasser quotidiennement les lieux des rebuts alimentaires, des emballages alimentaires, des canettes et des autres produits attirant les animaux des conteneurs à l'épreuve des animaux.
- .7 L'entrepreneur et les travailleurs doivent signaler immédiatement les événements concernant la nourriture/les déchets (p. ex. conteneur débordant ou odeurs fortes) et les animaux sauvages au REPRÉSENTANT SUR LE CHANTIER ou au représentant du Ministère.

m. **DIVERS IMPRÉVUS DE GESTION DU CHANTIER**

- 1 L'entrepreneur doit préparer un PPE détaillant la façon dont la zone de chantier sera délimitée et quelles procédures seront utilisées pour empêcher les pénétrations hors de ces limites, d'une manière que le représentant du Ministère et le représentant sur le chantier jugent satisfaisante.
- 2 Il est interdit d'amener des animaux domestiques sur le chantier.

AP 1.5 GESTION DE LA QUALITÉ ET MISE EN SERVICE

L'entrepreneur principal doit :

- .1 Élaborer un programme de contrôle de la qualité et de mise en service. La fonction du programme est de s'assurer de l'exécution des travaux selon les exigences contractuelles.

Mise en service :

- .1 L'entrepreneur principal est chargé de l'élaboration d'un programme de mise en service qui démontre effectivement que les nouveaux quais, rampes et ancrages à grille fonctionnent correctement, que les niveaux de l'eau soient bas ou élevés.
- .2 Dans le cadre du programme, l'entrepreneur principal fournira tous les

renseignements techniques et les manuels nécessaires à l'entretien et au fonctionnement du nouvel équipement et offrira une formation relative à l'entretien et au fonctionnement adéquats du nouvel équipement et des contrôles connexes.

- .3 L'élaboration et la mise en œuvre du programme de mise en service font partie intégrante du contrat et ne doivent pas être comptabilisées séparément pour le paiement.
- .4 La partie du guide consacré à la mise en service doit comprendre les renseignements suivants :
 - a. Table des matières
 - b. Gestion de la révision, tabulation du numéro de révision, date de la révision, description des révisions et signature autorisée;
 - c. Détails du matériel de mesure et d'essai, y compris les méthodes et la fréquence de l'étalonnage requis pour les procédures de mise en service;
 - d. Détails des exigences et des procédures spécifiques qui doivent être suivies afin de tester et d'évaluer les nouveaux systèmes de quais et les ancrages à grille dans des scénarios de niveaux d'eau bas et élevés.
 - e. Procédures de formation destinées à familiariser le personnel d'APC au fonctionnement et à l'entretien du nouvel équipement, ainsi qu'aux procédures d'installation estivale et de retrait hivernal.
 - f. Listes de vérification pour inspections et essais, y compris des listes de vérification sous forme de tableau, décrivant toutes les activités de mise en service, comme les inspections et les essais, la fréquence des essais, la description des essais, les critères d'acceptation des essais, comme la vérification, la présence de témoins ou les essais et l'approbation du gestionnaire de la mise en service et du représentant du Ministère, si le représentant du Ministère est témoin des essais;
 - g. Formulaires utilisés afin d'assurer le respect des exigences de la liste de vérification pour les inspections et les essais. Ces formulaires seront indiqués dans les listes de vérification et décriront l'ensemble des exigences nécessaires aux fins de conformité.
- .5 L'entrepreneur principal nommera un gestionnaire de la mise en service qui fera régulièrement rapport au gestionnaire de l'entrepreneur à un niveau hiérarchique qui fera en sorte que les exigences de mise en service sont respectées. Dans certains cas, il pourrait être acceptable que le gestionnaire de mise en service joue également un deuxième rôle au sein du projet. Le manuel de mise en service comprendra des échantillons de tous les formulaires à remplir par le personnel responsable de la mise en service. Tous les formulaires seront signés par le gestionnaire de la mise en service et présentés dans les plus brefs délais au représentant du Ministère, qui y apposera sa signature confirmant son examen.
- .6 À l'achèvement des travaux, des copies reliées et détaillées (3 copies papier et une numérique) de tous les documents, manuels et rapports de mise en service seront préparées par le gestionnaire de la mise en service de l'entrepreneur et présentées au représentant du Ministère.

AP 1.6 — CALENDRIER DU PROJET

L'entrepreneur principal doit :

- .1 Présenter un calendrier sous forme de diagramme à barres (diagramme de GANTT) en format Microsoft Project avec les tâches, les durées et les jalons associés aux travaux.

- .2 Le calendrier doit comprendre toutes les tâches nécessaires afin d'effectuer les travaux associés à la DP. Les tâches comprendront, entre autres :
 - a. Attribution d'un contrat
 - b. Documents à soumettre dans le cadre du projet
 - c. Visite et enquête sur place
 - d. Approvisionnement, fabrication et transport des matériaux
 - e. Mobilisation
 - f. Préparation du site
 - g. Construction de quais
 - h. Formation du personnel d'APC pour le fonctionnement/l'entretien du nouvel équipement
 - i. Mise en service
 - j. Démantèlement
 - k. Achèvement du contrat
- .3 Présenter au représentant du Ministère, au plus tard 10 jours après l'attribution du contrat, un diagramme à barres (diagramme de GANTT) qui servira de plan d'ensemble et sera utilisé pour la planification et le suivi des travaux, et pour la production de rapports d'avancement.
- .4 Le calendrier de projet doit être mis à jour tous les mois pour faire état des modifications apportées aux activités et des activités achevées, ainsi que des activités en cours d'achèvement.
- .5 Principaux jalons du projet :
 - a. Attribution du projet — juin 2018
 - b. Démarrage de la construction sur le site — septembre 2018
 - c. Achèvement du projet — juin 2019
- .6 Les jalons du projet peuvent être modifiés dans l'attente de la présentation du calendrier du projet par le soumissionnaire retenu et de l'examen du plan du projet. Les données d'achèvement du projet sont assujetties aux exigences du plan de mise en service afin de démontrer que l'ensemble de l'équipement fonctionne conformément à la DP.
- .7 Achèvement réel du contrat : tous les travaux et les mises en service connexes doivent être achevés et approuvés d'ici juillet 2019.

AP 1.7 VOIES DE COMMUNICATION

L'entrepreneur principal doit (sauf indication contraire du représentant du Ministère, l'entrepreneur principal communiquera uniquement avec ce représentant) :

- .1 S'assurer que les contacts officiels entre l'entrepreneur principal et l'équipe de projet de Parcs Canada, laquelle comprend le représentant du parc client, se font par l'intermédiaire du représentant du Ministère. Les membres de l'équipe de projet de Parcs Canada doivent communiquer directement entre eux à propos des questions courantes pour discuter des problèmes techniques et résoudre ces derniers. Toutefois, aucune communication ne saurait modifier la nature, le budget ou le calendrier du projet, sauf indication contraire écrite du représentant du Ministère et l'autorisation écrite de l'autorité contractante au moyen d'une modification au contrat.

AP 1.8 MÉDIAS

L'entrepreneur principal :

ne doit pas répondre aux demandes de renseignements relatives au projet ou aux questions des médias. Ces demandes doivent être transmises au représentant du Ministère.

AP 1.9 EXIGENCES RELATIVES AU SITE

- .1 En présentant une proposition à la DP, l'entrepreneur principal reconnaît qu'il a examiné les documents et les conditions du site et qu'il accepte d'être chargé de la prestation des travaux, conformément à la DP.
- .2 L'entrepreneur principal s'assurera que le chantier est protégé et contrôlé et que l'accès est limité à ceux qui participent à l'exécution des travaux. Des mesures doivent être prises pour empêcher le grand public d'avoir accès au chantier.
- .3 L'entrepreneur principal est chargé de l'ensemble de l'organisation de la prise des mesures et de l'arpentage nécessaires pour effectuer les travaux. L'entrepreneur principal aura examiné les dessins existants et confirmera toutes les mesures afin d'assurer la bonne installation de l'équipement et des matériaux.
- .4 Utilisation du site des travaux :
 - a. Le chantier (dont les limites sont précisées sur les dessins) sera délimité par Parcs Canada et sera uniquement utilisé aux fins des travaux. Le chantier sera mis à la disposition de l'entrepreneur par Parcs Canada pour son utilisation non exclusive pour la durée des travaux, à moins de mention contraire dans les documents contractuels.
 - b. L'entrepreneur est autorisé à rester sur le terrain de camping sur le site, cependant la responsabilité de l'ensemble de la logistique liée à l'hébergement du personnel revient à l'entrepreneur.
 - c. L'entrepreneur gardera le chantier propre et exempt de toute accumulation de déchets et de rebuts, quelle qu'en soit la source. La neige sera éliminée au besoin par l'entrepreneur aux fins d'exécution et d'inspection des travaux.
 - d. L'entrepreneur utilisera les installations sanitaires se trouvant sur le site pour ses effectifs, conformément aux règlements et aux procédures environnementales de ce projet. L'entrepreneur affichera les avis requis et prendra toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires municipales et gardera les lieux propres. Il n'y a pas de douches sur place.
 - e. S'il cause des dommages sur le site des travaux, il sera tenu de les réparer à ses frais.
 - f. L'entrepreneur pourra travailler jusqu'à 12 heures par jour, sept jours par semaine, tout en respectant le Code canadien du travail pour les heures de travail de chaque employé.

PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

- a. L'entrepreneur respectera tous les règlements en matière de sécurité applicable de la Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs des Territoires du Nord-Ouest, y compris, sans s'y limiter ses règlements en matière de santé et de sécurité industrielles, ses règlements en matière de secourisme industriel et ses règlements concernant le système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.
- b. L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions et les mesures nécessaires afin d'éviter les blessures ou les préjudices aux personnes et à la propriété sur le chantier et à proximité de celui-ci.

- c. L'entrepreneur prendra dans les plus brefs délais toute mesure nécessaire afin de réparer, remplacer ou dédommager toute perte ou tout dommage causé par l'entrepreneur à toute propriété ou, à la demande Parcs Canada, remboursera en temps opportun les coûts associés à toute perte ou tel dommage à Parcs Canada.

.5 PERSONNEL DE SURVEILLANCE

- a. Dans les cinq jours suivant l'avis d'attribution, l'entrepreneur devra soumettre au représentant du Ministère la confirmation des noms du personnel de surveillance et des autres membres clés nommés dans le contrat.
- b. Le personnel suivant doit faire partie de la liste :
 - a. Directeur des travaux;
 - b. Représentant de la sécurité.
- c. Le personnel ci-dessus devra accomplir les tâches suivantes :
 - .1 Le directeur des travaux sera embauché à temps plein et sera présent sur le chantier à chaque journée de travail lors de laquelle des travaux sont effectués, dès le commencement des travaux et jusqu'à l'achèvement complet de ceux-ci;
 - .2 Le directeur des travaux nommera un directeur adjoint des travaux qui disposera de l'autorité du directeur des travaux en l'absence de celui-ci;
 - .3 Le représentant de la sécurité devra avoir une expérience relative à la sécurité dans un milieu de construction général. Les responsabilités engloberont toutes les questions d'activités de sécurité, du début des travaux jusqu'à l'achèvement complet de ceux-ci.

.6 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- a. Tout matériau en surplus, inadapté ou à jeter sera retiré du chantier vers des sites approuvés hors de la réserve du parc national Nahanni. Se reporter à la section 01 35 43 - Procédures environnementales et au plan de protection de l'environnement.
 - .1 Le dépôt de tout débris de construction dans un cours d'eau est strictement interdit.
 - .2 Les coûts d'élimination des déchets décrits ci-dessus font partie intégrante des prix unitaires des articles et aucun paiement supplémentaire ne sera effectué.
 - .3 L'élimination des déchets sera effectuée conformément à la section AP 1.4 — Plan de protection de l'environnement.

AP 1.10 PRODUITS LIVRABLES GÉNÉRAUX DU PROJET

L'entrepreneur principal doit :

- .1 Lorsque les produits livrables et les documents présentés comprennent des sommaires, des rapports, des schémas de réseau, des dessins, des plans, des devis ou des calendriers d'achèvement, les produits livrables doivent être présentés de la manière suivante :
- .2
 - a. Copies papier : trois (3) manuels d'exploitation en anglais avec un processus facile à suivre, étape par étape, pour le démantèlement du système de quais à l'automne et l'installation du système de quais au printemps. Les documents doivent comporter des images en couleur. Le manuel doit indiquer les connexions pour hélicoptère et le poids du quai ainsi que les charges nécessaires. Le manuel doit décrire les précautions de santé et de sécurité nécessaires afin

d'effectuer les tâches en toute sécurité, ainsi que le personnel et l'équipement nécessaires pour les effectuer. Tout équipement de connexion supplémentaire qui pose un risque de bris ou de perte doit être identifié et un inventaire des pièces recommandées doit être conservé sur les lieux;

- b. Format électronique : une (1) copie en anglais. Les documents électroniques doivent être préparés au moyen des logiciels Microsoft;
 - c. Les plans d'études et les dessins de recollement doivent être en format AutoCAD, comme décrit dans les normes relatives aux documents électroniques de Parcs Canada.
 - d. L'expert-conseil peut aussi transmettre tout document en format électronique en format Adobe Acrobat (*.pdf), sauf les plans d'étude, les manuels et les diagrammes de planification, qui doivent être transmis dans leur format électronique d'origine;
 - e. Produire et distribuer tous les dessins dans un format et selon les protocoles d'organisation des couches et de transfert des fichiers, conformément aux indications des normes de Parcs Canada relatives aux documents électroniques.
- .3 Les soumissions liées à la DP sont exigées dans les 15 jours suivant l'avis d'attribution à moins de mention contraire ailleurs dans la DP et, en tout cas, pas moins de 15 jours avant le début de la construction.
- .4 Tout plan d'étude détaillé exigé sera préparé et présenté à des fins d'examen de la conformité une fois que la conception sera achevée à 70 % et à 100 %.
- .5 APC s'efforcera d'effectuer les examens et les approbations dans un délai d'une (1) semaine à partir de la réception des documents à cet effet. L'entrepreneur principal doit prévoir du temps pour le processus d'examen/d'acceptation. L'entrepreneur principal doit identifier les éléments qui font partie du chemin critique du calendrier lors de chaque soumission à des fins d'examen/d'approbation.
- .6 APC aura le droit de refuser tout élément de la conception de l'entrepreneur principal si, selon APC, la conception est non conforme à tout élément de cette DP.
- .7 Les dessins de l'ouvrage fini et les documents justificatifs utilisés aux fins de la construction seront fournis par l'entrepreneur principal et comprendront les éléments suivants :
- a. Plans définitifs conformes à l'exécution de toutes les structures et de tout l'équipement.
 - b. Tous les renseignements relatifs au contrôle de la qualité et à la mise en service indiquant les procédures d'essai, les procédures de mise en service, les données et les dossiers de rendement, et tout autre dossier associé au contrôle de la qualité et à la mise en service.
 - c. Tous les dessins d'atelier ou spécifications des fournisseurs.
 - d. Des manuels d'utilisation pour le nouvel équipement.
- .8 Le contrat ne sera pas achevé avant que les dessins de l'ouvrage fini soient présentés. Par conséquent, le certificat définitif d'achèvement pour l'achèvement des travaux ne sera pas délivré avant la réception de ces documents.

AP 1.11 ACCEPTATION DES PRODUITS LIVRABLES

- .1 Bien que Parcs Canada reconnaisse l'obligation de l'entrepreneur principal de satisfaire aux exigences du projet, le processus de mise en œuvre du projet permet à Parcs Canada d'examiner les travaux. Parcs Canada se réserve le droit de rejeter tout travail insatisfaisant ou indésirable. L'entrepreneur principal doit obtenir les acceptations du représentant du Ministère pour chaque étape du projet.

- .2 L'acceptation signifie que, à l'issue d'un examen général portant sur des questions précises, les documents sont jugés conformes aux pratiques et aux objectifs gouvernementaux et ministériels et que les objectifs globaux du projet sont atteints.
- .3 Cette dernière ne dispense pas pour autant l'entrepreneur principal de la responsabilité déontologique qui lui incombe relativement aux travaux à réaliser et au respect de ses obligations contractuelles.
- .4 Les acceptations de Parcs Canada n'empêchent pas le rejet de travaux jugés insatisfaisants à une étape ultérieure de l'examen. Si l'inspection progressive, les rapports, l'enquête technique ou les mises à jour concernant les délais, les coûts ou les risques font ressortir la nécessité de retirer une acceptation donnée antérieurement, l'entrepreneur principal est tenu d'apporter les correctifs nécessaires et de soumettre à nouveau les documents à ses frais à des fins d'acceptation.
- .5 Il faut obtenir l'acceptation des utilisateurs clients, ainsi que des autres organismes et gouvernements, pour compléter l'acceptation délivrée par Parcs Canada. L'entrepreneur principal doit aider le représentant du Ministère à obtenir ces acceptations et à modifier toute la documentation selon les consignes des autorités responsables de ces acceptations.

AP 1.12 COORDINATION AVEC LES SOUS-TRAITANTS

L'entrepreneur principal doit :

- .1 Assumer la responsabilité, au cours de toutes les phases du projet, de la coordination des travaux des sous-traitants et des spécialistes qu'il a embauchés;
- .2 Veiller à ce que toutes les questions liées à l'inspection, à la production de rapports, au budget et au calendrier d'exécution (y compris les modifications afférentes) soient communiquées de manière claire, précise et continue aux sous-traitants et aux spécialistes, depuis l'étape de l'examen initial jusqu'à celle de la production des rapports postérieurs à la construction.
- .3 Coordonner les commentaires formulés par le représentant du Ministère concernant le plan de gestion des risques;
- .4 Coordonner le processus d'assurance de la qualité et s'assurer que les documents à remettre par les sous-traitants sont complets et signés par l'examineur principal désigné;
- .5 Veiller à ce que les sous-traitants fournissent des services d'inspection adéquats et assistent à toutes les réunions obligatoires.

AP 1.13 RÉUNIONS ET RAPPORTS D'ÉTAPE

L'entrepreneur principal doit :

- .1 Participer à une réunion avant les travaux au téléphone avec le représentant du Ministère et les représentants du parc client pour passer en revue les méthodes de travail à appliquer dans la réserve de parc national et les facteurs environnementaux à prendre en considération dans le cadre des travaux. Au cours de cette réunion avant les travaux, l'entrepreneur principal doit être prêt à présenter un exposé sur la démarche qu'il compte adopter pour réaliser les travaux, notamment les principes à respecter et le calendrier d'exécution préliminaire des diverses étapes du projet. Il en profitera aussi pour discuter de toute préoccupation ainsi que de l'information supplémentaire dont il aura besoin pour réaliser les travaux;

- .2 Toutes les deux (2) semaines, envoyer un rapport d'étape par courriel au représentant du Ministère tout au long de la période d'élaboration et de mise en œuvre du projet. Ces rapports de l'entrepreneur principal doivent contenir les renseignements suivants :
- a. État d'avancement du projet;
 - b. Activités et travaux prévus;
 - c. Problèmes;
 - d. Retombées sur le calendrier d'exécution et le budget (le cas échéant).
- .3 Participer, à la demande du représentant du Ministère, à une conférence téléphonique avec les représentants du parc client afin de passer en revue les progrès réalisés et de discuter des plans à venir et des problèmes éventuels;
- a. Pour toutes les réunions : participer aux réunions;
 - b. Prendre note des problèmes et des décisions;
 - c. Rédiger et distribuer le procès-verbal dans les deux (2) jours ouvrables suivant chaque conférence téléphonique.
 - d. Le coût des réunions fait partie intégrante du contrat et aucun paiement supplémentaire ne sera effectué.

Annexes

Les pièces jointes suivantes accompagnent le présent cadre de référence :

Annexe.

- a. Float Plane Redevelopment Report, Nájljcho (Virginia Falls) Float Plane Dock Replacement Hyrdrotechnical (en anglais seulement), évaluation hydrotechnique, géotechnique et structurale, réserve de parc national Nahanni, T. N.-O., daté du 9 février 2018, par Terta Tech.
- b. Trousse de dessins B S100, Virginia Falls, réserve de parc national Nahanni, série de dessins S100 à S106.
- c. Examen préalable préliminaire, Réhabilitation de Nájljcho, RPN Nahanni, 23 août 2017.
- d. Réaménagement pour hydravions de Nájljcho (Virginia Falls), Devis directeur national (DDN).